

La production cinématographique en Afrique/SENEGAL

LE CINÉMA ATTEND SES HABITS DE LUMIÈRE

Baba Diop

Au mois de novembre 1989, quand les cinéastes sénégalais ont appris la dissolution de la Société Nouvelle de Promotion Cinématographique (Snpc), ils ont crié: "Au secours, l'Etat nous lache". Leur inquiétude était motivée. La Snpc était la dernière société de financement qui supportait la création cinématographique. L'Etat sénégalais détenait dans cette structure 15% des actions. Il s'était engagé à verser 200 millions à la Snpc pendant une période de 5 ans en guise de subvention. Pourtant, sur le milliard et demi promis, la Société Nouvelle n'aura empoché qu'un milliard cinquante millions. Crise économique oblige. Il a fallu tailler dans la subvention. Mais ce sabordage de la Snpc, créée six ans plus tôt, obéissait plus à une volonté de désengagement de la part de l'Etat qui avait décidé de remettre sur le circuit de la privatisation plusieurs sociétés nationales dont certaines n'étaient que des canards boiteux. La première option de l'Etat était donc de vendre la Snpc, mais les acquéreurs ne se sont pas bousculés au portillon comme lors de la vente des salles de cinéma de la Société d'Importation de Distribution et d'Exploitation Cinématographique (Sidelc) en 1990. La Snpc fut d'abord confiée au cinéaste Mahama Johnson Traoré puis au contreleur financier Mamadou Mbengue qui avait comme président de conseil d'administration, le cinéaste Ousmane Sembène. La société a eu à participer au financement de plusieurs films courts et longs métrages dont certains comme *Mossane* de Safi Faye et *Niwam* de Clarence Delgado. Mais la Snpc quoique dissoute n'a pas été liquidée. Une partie de ses avoirs reste gelée dans les banques sénégalaises qui sont en restructuration. La fin de l'année 1991 annonce un grand chambardement puisque l'Etat sénégalais ayant décidé de râver la façade de son cinéma. Le nouveau code de l'industrie cinématographique attend encore sur la table du Premier Ministre Habib Thiam. Un premier Conseil interministériel avait réuni le jeudi 18 juillet, les ministres de la Communication, de l'Economie, des Finances et du Plan et celui de l'Intérieur. Cinq décisions avaient été prises: la création d'une

commission chargée d'étudier les problèmes de la fiscalité, de la billetterie nationale et les possibilités de création d'un centre technique, cinématographique et audiovisuel; la création d'un fonds de garantie et de participation; le renforcement du développement de la coopération internationale qui désormais devra s'étendre à tous les aspects du cinéma; l'introduction d'un projet de code de l'industrie cinématographique; favoriser une concertation entre les ministères de l'éducation et de la communication pour l'octroi de bourses de formation et de stages destinés aux professionnels du cinéma. Aujourd'hui que les différentes commissions ont rendu leurs conclusions, on connaît mieux les contours de la future industrie cinématographique. Après l'échec des différentes initiatives qui tendaient à donner un coup de fouet à la production sénégalaise, les professionnels de l'image préconisent la mise en place d'un Projet d'Appui à l'Industrie Cinématographique et Audiovisuelle (Paica). "Il y a lieu -disent-ils- de mettre l'accent sur l'acquisition d'équipements techniques nécessaires à une production cinématographique de qualité". Outre les prestations de services et de matériels qui selon les utilisateurs contribueront à amoindrir les coûts de production des films, le Paica offrira un cadre pour la formation continue des professionnels de l'image. Ce centre technique, estimé à quelques 864 millions Cfa par les auteurs du projet, disposera de matériel de production, de post-production, de laboratoires de photos et de production vidéo. Les cinéastes réclament en outre la création d'une taxation unique de 10% et l'application des mesures en faveur de la détaxation totale des films sénégalais et africains promises par le Président de la République. Une billetterie nationale devrait être mis en place. A ce sujet les cinéastes ne manquent pas d'arguments pour convaincre l'Etat sénégalais: "A travers la billetterie nationale - affirment-ils- l'Etat connaîtra le taux de fréquentation, le fonctionnement et la classification des salles, les moyens financiers à dégager pour le cinéma, l'appui à apporter aux différents promoteurs privés...". "Mais la proposition qui a le plus divisé les cinéastes et continue de le faire, c'est la création d'un Fonds de garantie. Certains, à la lumière des diverses formes de subventions initiées antérieurement par l'Etat ne veulent pas que cette structure soit un outil de financement mais bien de production. Alors que d'autres tiennent le langage contraire et proposent que: "Le professionnel qui veut accéder au Fonds de garantie dispose avant tout d'un capital minimum de 10 millions Cfa et d'une garantie de bonne fin au double niveau du montage et de la fabrication du produit". "Mais dans l'esprit de tous les professionnels de l'image, la création de ce fonds ne devrait être qu'une étape -même si elle dure une décennie- vers la mise en place d'une banque d'investissement pour l'industrie cinématographique et audiovisuelle. Sur



tout cet arsenal de propositions on attend l'avis du premier ministre qui devrait intervenir avant la fin de l'année 1991.

Film production in Africa/SENEGAL

CINEMA IS WAITING FOR BETTER TIMES

In the month of November 1989, when the Senegalese film-makers became aware of the dissolution of Société Nouvelle de Promotion Cinématographique (Snpc), they nearly all shouted "Help - the State is abandoning us!" Their anxiety was justified. Snpc was the last financing company to support cinematographic creation. The Senegalese State held 15% of the shares in this organization and had undertaken to pay 200 million in five years as a subsidy. However, of that billion and a half which had been promised it, the Société Nouvelle only pocketed a billion and fifty million. The economic crisis had compelled it to make cuts in the subsidy. But the sinking of Snpc, after only six years from its foundation, instead obeyed a wish for disengagement on the part of the State, which had decided to denationalize a number of State companies, some of which had become only a burden. Therefore, the first choice of the State was that of selling Snpc, but the purchasers did not rush, as had happened when the rooms of Société d'Importation, de Distribution et d'Exploitation Cinématographique (Siderc) had been sold in 1990. Snpc was initially entrusted to the director Ma+ Obama Johnson Traoré, then to the finance inspector Mamadou Mbengue, who had the director Ousmane Sembène as Chairman of the Board of Directors. The company participated in the financing of a number of short and full-length films, amongst which Mossane by Safi Faye and Niwam by Clarence Delgado. But today Snpc, even if dissolved, has not yet been liquidated. A part of its finances remains frozen in the Senegalese banks which are being reorganized. The end of 1991 announced a great confusion. In fact, the Senegalese State had decided to make renovations in the cinema field. The new code of the cinema industry is still on the table of the Prime Minister Habib Thiam. A first intragovernmental council with the Ministers of Communication, of Economy, of Finances and Planning, and of the Interior met on Thursday July 18th, 1991 and made the following decisions: to create a committee entrusted with the study of the taxation problems, to carry out the national issue of tickets for the performances and to consider the possibility of

creating a technical, cinematographical and audiovisual centre; to create a guarantee and participation fund; to strengthen the development of the international cooperation, which by now should be extended to all the aspects of the cinematographic industry; to introduce a Code of the cinema industry; to support a cooperation between the Ministers of Education and of Communication for the concession of grants for training and for attending short courses destined for the cinema professionals. Today, when the various committees have reported their conclusions, it is possible to better identify the outlines of the future of cinematography. After the failure of the various initiatives which tended to give an incentive to the Senegalese production, the professionals of the picture hope that a support plan for the cinematographic and audiovisual industry (Paica) will be realized. "It would be advisable - they say - to concentrate on the purchase of the technical equipment necessary for a quality cinematographic production". Besides offering services and supplying equipment, which, according to the users, will contribute to the reduction of the production costs of the films, the Paica will offer a programme for the continuous training of the professionals of the picture. This technical centre, whose value is estimated by the authors of the project as around 864 Cfa, will have production and post-production materials, photographic laboratories and video production materials. The film-makers also demand a single taxation of 10% and the enforcement of measures in favour of the total abolition of taxes on Senegalese and African films, promised by the President of the Republic. The national issue of tickets for the performances should also be established. In this respect, the directors do not lack arguments: "Through the national issue of tickets - they claim - the State can get to know the attendance, the functioning and the classification of the theatres, the loans to allocate for cinema and the support to be given to the various private promoters ..." But the proposal that has mainly divided the directors, and still does, is the creation of a guarantee fund. Some, in the light of the different forms of financing adopted by the State in the past, do not want this structure to become a financing instrument, but, rather, a production one. Others, instead, assert the contrary and propose that "Each professional who wants to have access to the guarantee fund, first of all must have a minimum capital of 10 million Cfa and a good result guarantee equal to double the editing and production value". But in the spirit of all the professionals of the picture, the creation of the fund should only be a stage - even if it should last ten years - towards the setting up of an investment bank for the motion picture and audiovisual industry. On all these proposals is awaited the opinion of the Prime Minister, who should intervene in the matter before the end of 1992.



owner of Simpec has bet to be able to bring the Senegalese public into the cinemas. A bet which is based on a programme consisting in four points.

Shareholders: "The part reserved for the foreigners only represents 30% of the capital. 70% remains in the hands of nationals. The Senegalese State has only 8 per cent. We have allowed the ex Sidec agents to buy shares, both if grouped together in the Ges and individually. These control 23.45 per cent. As for the cinema professionals and the managers of the cinemas, these hold 24.75% of the capital. The directors, I am sorry to say, have only 1.10 per cent. Other Senegalese who are not of the sector have trusted Simpec by buying 12.70% of the shares".

Supplies: "We have not signed exclusive contracts with Cfaa although it is a shareholder of our company. We have signed a normal agreement. There is perhaps an implicit clause of preference in case of identical prices. Thus, for the essentially American films, we have contacted the Metropolitan Film Export in Paris. We have also contacted a company which is wellknown in Paris, London and Casablanca, specialized in Hindu films, the Continental Film".

African films: "I will soon meet the directors and see with them how we can contribute to the African cinema. We shall fight to sell their films at the best conditions because, obviously, we are a commercial company and our object is to make a profit. We have already given an option on Tilai by Idrissa Ouédraogo. As to other films, we still have to decide".

Partnership: We mustn't let it happen that our relationship with the owners of the cinemas is defined in terms of suppliers and managers, but rather in terms of partnership, so that a deep understanding on the films to import is established. It is necessary to give them technical assistance, because if a faulty projector ruins the film, it will be our film heritage to suffer. Therefore, we shall make checks in the cinemas and ensure the correct maintenance of the equipment. We shall purchase the necessary spare parts as quickly as possible, so that they can make the repairs rapidly, without having to close the cinemas".

Baba Diop

La production cinématographique en Afrique/MALI

L'INCONFORT DU CREATEUR

Kabine Bemba Diakité

Le cinéma malien est comme un nain à grosse tête. Le développement de sa structure cérébrale n'a aucune commune mesure avec l'atrophie de ses membres.

Le cinéma malien est capable d'éclairs de génie mais son lourd handicap physique l'empêche de s'épanouir et de s'assumer dans toute sa plénitude. Les films maliens, dont la qualité a été reconnue à travers de nombreuses distinctions, décrochées dans de prestigieux festivals comme le Fespaco, les Jcc, Cannes... sont comme l'arbre qui cache la forêt. Car, si l'on se réfère à cette moisson de médailles, on imagine que cet esprit de créativité des réalisateurs repose sur un socle en béton armé. Pure illusion, hélas! On ne peut pas dire qu'il repose dans le vide, mais les structures et les moyens dont il dispose ne répondent absolument pas au formidable élan que des cinéastes aux mains presques nues donnent au cinéma malien. Cheick Oumar Sissoko, Directeur Général du Centre National de Production Cinématographique (Cnpc) souligne que le cinéma malien bat de l'aile malgré la grande disponibilité des ses créateurs. L'éventail des maux qu'il énumère est considérable: manque de moyens financiers pour la production et l'administration, manque d'infrastructures et d'équipements, absence de réglementation et de politique clairement définies. Il ajoute que le Cnpc sur lequel devaient s'appuyer les cinéastes privés pour s'assurer la fourniture de services tant sur le plan matériel que sur le plan humain n'est pas très développé: peu de matériel de tournage, pas de table de montage pour débroussailler les rushes, pas d'auditorium, pas de laboratoire pour le mixage et le développement de la pellicule, sans compter toutes les autres carences relatives à la finition correcte d'un film. "Nous sommes obligés d'aller tout faire à l'extérieur après le tournage" reconnaît Cheick Oumar.

